

NOTE

A MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

OBJET : Questions d'actualité - 30 août

Enseignement principal de ces questions d'actualité : en cette rentrée, le feu est toujours au vert pour les réformes, et même plus que jamais.

⇒ Il n'y a pas trace, dans les verbatims, de reproches qui seraient dus à une mauvaise gestion de l'été. Aucune polémique n'a dérangé les Français pendant leurs vacances. Au contraire, ils ont même entendu une bonne nouvelle à la rentrée : les baisses d'impôts (74% en ont entendu parler), même s'ils restent sceptiques (cf. infra).

Mais au-delà de cette annonce, qui les concerne, **ils sont toujours aussi inquiets de la situation économique du pays** : 60% ont le sentiment que « *la situation autour d'eux se dégrade* », soit une proportion stable par rapport à mars dernier (61%). Seuls 10% pensent qu'elle s'améliore (stable).

⇒ Corollaire de ce scepticisme sur la reprise : **on soupçonne toujours le gouvernement de ne pas mettre en œuvre tout ce qu'il pourrait**. Seuls 21% pensent que le gouvernement « *fait tout ce qu'il peut pour faire baisser le chômage* » (32% à gauche) ; 23% « *pour faire baisser les impôts* » (dont 34% à gauche) ; 24% « *pour résoudre la crise agricole* » (dont 35% à gauche). **Ces niveaux, sur une question qui juge le pur volontarisme** (et non l'efficacité ou les résultats obtenus), **sont inquiétants**.

⇒ Autre signe : **les Français sont de plus en plus nombreux à demander une accélération des réformes**, comme s'ils avaient pris conscience que le temps commençait à être compté. 51% souhaitent ainsi « *accélérer le rythme des réformes* », soit une **progression de 9 points par rapport à début juin** ; contre 23% « *le maintenir* » et 24% « *le ralentir* » (-8). A gauche 41% souhaitent accélérer, au PS 46%.

Même aux marges de notre électorat, la crispation est faible : les sympathisants Front de gauche sont aussi nombreux à vouloir accélérer (37%) que ralentir le rythme (37%), les sympathisants EELV plus allants encore (38% accélérer vs. 31% ralentir).

⇒ Enfin **les orientations économiques ne provoquent toujours pas de rejet** : seuls 18% pensent que « *les orientations prises par le gouvernement vont trop en faveur des entreprises* », contre 31% qu'elle « *vont dans le bon sens* » et 48% qu'elles « *ne vont pas encore assez loin pour aider les entreprises* ». Y compris à gauche, où parmi les électeurs de 2012, 23% pensent que l'on aide « *trop* » les entreprises contre 29% « *pas assez* » (et 46% comme il faut).

⇒ **Nous ne sommes pas encore soupçonnés d'inaction** (peu de verbatims sur ce thème) : les Français nous font crédit que nous avons en cette rentrée des projets dans les cartons, que nous n'aurions simplement pas encore eu le temps d'exposer – la pré-rentrée ayant été jusqu'à présent exclusivement politicienne, qui les a peu intéressé (attention à ce titre à la justification du remaniement).

Il serait dangereux de décevoir cette attente, au moment même où ils réclament une accélération des réformes. **Le message premier de la conférence de presse pourrait être de faire entendre notre volontarisme réformateur intact.**

2. Fiscalité : de nouvelles baisses d'impôts à crédibiliser

⇒ L'annonce d'une nouvelle baisse d'impôts a généré des attentes : **les « classes moyennes » en particulier ont entendu qu'on parlait d'elles**. Il faut réussir la clarification :

- **en évitant les effets déceptifs** : chacun pense avoir été (trop) mis à contribution depuis 3 ans, la difficulté sera de donner le sentiment que la récompense des efforts est **équitablement répartie** (cf. réactions à l'annonce de la suppression de la première tranche, qui avait conforté l'idée que le PS s'éloignait des classes moyennes en faisant peser sur un périmètre de plus en plus étroit des charges de plus en plus lourdes).
- **en prenant garde aux signaux contraires** (nouvelles taxes ou augmentations - après l'électricité en début d'été -, ou sentiment que l'on reprend d'une main ce que l'on donne de l'autre), **d'autant que les doutes sont déjà très nombreux** : 42% seulement jugent « *crédible* » l'affirmation selon laquelle 9 millions de foyers voient leur impôt baisser cette année (soupçon récurrent de mensonges ou de manipulations) ; et 69% pensent que les prochaines baisses annoncées « *ne les concerneront pas* ». A noter cependant que les CSP- se sentent davantage visés (35%) que les CSP+ (25), en particulier les non diplômés (45%) qui ont peut-être déjà bénéficié de baisses ou les ont constatées autour d'eux et sont donc moins méfiants.

⇒ Nous pourrions parallèlement, pour crédibiliser ces baisses :

- (i) **rappeler que c'est le début d'un mouvement** qui se poursuivra (il est donc normal dans un premier temps que tous ne le perçoivent pas tout de suite) ;
- (ii) **rassurer sur son équilibre et sa constance** (on n'augmentera pas les impôts des uns pour baisser ceux des autres) ;
- (iii) **le lier à la baisse des dépenses, clé principale de crédibilité aux yeux de l'opinion** (attention à ce titre aux effets connexes d'éventuelles polémiques sur la maîtrise du déficit).

Adrien ABECASSIS